

**PORTRAIT**

# **KABILA** **À L'HEURE** **DE SON** **SOMMET**



Il dirige depuis onze ans la RD Congo, mais on sait finalement peu de choses de lui. Comment gouverne-t-il ? Avec qui ? Quelle est sa stratégie ? Tentative d'explications au moment où la Francophonie se réunit à Kinshasa.

PAR CYRIL MUSILA\*

*Le 17 août, lors du sommet de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), organisé à Maputo au Mozambique.*

Q

ui peut prétendre bien connaître Joseph Kabila Kabange? À la tête de la République démocratique du Congo depuis onze ans, après avoir succédé à son père assassiné à son bureau, lui qui a grandi dans l'anonymat du maquis de Hewa Bora (territoire de Fizi, Sud-Kivu) demeure pour beaucoup un mystère. Un réflexe de repli sur soi comme dans une carapace impénétrable, expliquent certains. En tout cas une posture stratégique qui lui permet de se protéger contre l'adversité tout en évitant la surexposition due à sa fonction. Portrait du dirigeant d'un État quasi continen-

### SON FONCTIONNEMENT

Le chef de l'État congolais a tissé un important réseau de relations extérieures. La veille du 52<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du pays, le 30 juin, alors qu'on le disait isolé et que les rebelles du M23 étaient aux portes de Goma, son cabinet dévoilait des soutiens « d'amis et de partenaires de la RD Congo » parmi lesquels figuraient Barack Obama, Raúl Castro, Abdelaziz Bouteflika, Robert Mugabe, François Hollande, Leurs Majestés Albert II et Mohammed VI, Jacob Zuma, Alassane Ouattara et feu John Evans Atta Mills. Élégance diplomatique ou amis intéressés? C'est néanmoins un indicateur d'alliés stratégiques. On sait Washington attentif aux problèmes liés à la région des Grands Lacs : viols de femmes, minerais du sang, traque de Joseph Kony, le chef de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), gel de la coopération militaire avec le Rwanda, etc. Pékin, à la manœuvre dans les mines et d'autres chantiers, est un levier sur lequel il mise pour la modernisation. Quant à Paris, il a obtenu le déplacement de François Hollande au sommet de la Francophonie, où celui-ci veut démontrer l'intérêt de la France pour ce qui se passe dans le pays. Début octobre, soit quinze jours avant cet événement, les rebelles du M23 ont de nouveau menacé de prendre Goma, si « le commandant suprême » ne parvenait pas à maintenir « l'ordre sur son armée ».

Côté africain, c'est sur les liens de bon voisinage que Kabila mise. À l'est, ils sont changeants; en revanche, entre Kinshasa et Brazzaville, les allées et venues des émissaires sont destinées à consolider les rapports, à affaiblir les opposants. En ce qui concerne les institutions régionales, il joue l'enracinement de l'influence diplomatique en poussant de hauts cadres congolais à des postes de décision, par exemple



à la conférence des Grands Lacs ou à la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), où la RD Congo a obtenu que le français soit une des langues officielles de l'organisation. Gage des relations de bon voisinage entretenues avec l'Angola, son président, José Eduardo dos Santos, actuellement à la tête de la SADC, a discrètement dissuadé son homologue ougandais, Yoweri Museveni, qui préside la conférence internationale de la région des Grands Lacs, de s'impliquer militairement dans l'est du Congo. Si Joseph Kabila jouit d'une telle influence diplomatique, c'est en partie grâce à l'absence d'initiative de ses adversaires. Et aussi parce que, aux yeux de ses voisins amis inquiets de la stabilité du pays, il est celui qui incarne une certaine cohérence. Car il s'agit d'un État d'une superficie équivalente à celle de toute l'Europe occidentale et d'une partie de l'Europe de l'Est et de la Russie, peuplé par 70 millions d'habitants, où les taux de croissance oscillent entre 6 % et 9 % ces dernières années, où les réserves en ressources stratégiques sont gigantesques...

### LE SYSTÈME

L'économie a toujours dépendu de l'industrie minière, un levier diplomatique de taille. Également une source de débats, au sein du gouvernement, du Parlement, de la société civile, des bailleurs de fonds, autour des questions de gouvernance, contrats, retombées socio-économiques pour les populations, conséquences environnementales... Les réseaux de ce secteur qui compte des centaines de sociétés sont présents dans le cercle du pouvoir. Chinois, Indiens, Israéliens, Occidentaux, Asiatiques ou Sud-Africains, ils font un lobbying acharné en RD Congo, ouvrant au chef de l'État des cercles de décision en Amérique, en Asie, en Europe ou au Moyen-Orient. Le clan israélien des miniers du Katanga



*Le Palais de la Nation, situé sur le boulevard Triomphal à Kinshasa.*

est par exemple considéré comme la « famille financière » du système Kabila et lui arrange les rendez-vous avec les grands de ce monde. Les relations du président avec le gouverneur de cette province minière, Moïse Katumbi, évoluent en dents de scie. Dans le Kivu, l'Ituri ou les zones lacustres (lac Albert), les liens de cette activité avec les conflits sont souvent soulignés. En interne, le système Kabila, comme tous ceux des régimes africains, repose sur une clientèle de fervents zéloteurs, de politiciens, technocrates, de fidèles qui peuvent se retrouver nommés par le chef de l'État aux hautes fonctions du parti présidentiel (PPRD) ou de la coalition baptisée Alliance de la majorité présidentielle (AMP). Augustin Katumba, député du Katanga, conseiller réputé dur, considéré comme l'éminence grise du président, en aura été le grand architecte jusqu'à son décès dans un accident d'avion en février 2012. Depuis sa disparition, on dit l'entourage du chef de l'État moins crispé, les nouveaux conseillers moins dogmatiques. Du côté des opposants, on souligne que certains collaborateurs s'enrichissent sans que cela entraîne des sanctions du président, lequel entretient par ailleurs des structures parallèles de pouvoirs politique et militaire. Il a un parti, le PPRD, mais s'est présenté à l'élection présidentielle en tant que candidat « indépendant ». Il lui préfère l'AMP, base élargie du pouvoir, dont il s'assure le contrôle en dosant les nominations à son cabinet ou des hauts cadres en fonction des provinces d'origine de chacun. En RD Congo, calculer ces équilibres « géopolitiques » peut ressembler à vouloir trouver la quadrature du cercle. Y parvenir permet de s'assurer le contrôle du champ politique. Mais ce savant jeu n'est-il pas un cache-misère ? Ne devrait-il pas être réinterrogé au profit d'une prise de décision plus souple ? Ainsi, par exemple, après la réélection de Kabila, en

novembre 2011, il a fallu attendre jusqu'en avril 2012 pour connaître la composition du gouvernement. Du temps perdu dans des tractations, conciliabules ou consensus politico-géopolitiques ! Ailleurs, au Sénégal par exemple, quelques jours ont suffi. Le pays et le président gagneraient à alléger ce système.

### **QUELLE VISION ?**

Un long chemin a été parcouru. Joseph Kabila a presque réussi le double pari d'en finir avec la guerre en réunifiant un pays coupé en trois blocs où une dizaine d'armées africaines et presque autant de groupes armés s'écharpaient. Suivrait ensuite la titanique tâche de consolider dans la durée et de reconstruire l'État. C'est l'agenda du programme des « cinq chantiers » : infrastructures de transport, santé et éducation, logement, emploi, eau et électricité. Défi dantesque et impossible à relever au cours d'un quinquennat sur un territoire quatre fois plus grand que la France ! « Chef de chantier » inaugurant des ouvrages ou des routes sur toute l'étendue de la RD Congo, il estime important d'enclencher une dynamique de modernisation. Mais ses compatriotes, eux, estiment que leur assiette est encore désespérément vide alors qu'on leur promet la « révolution de la modernité » pour le prochain quinquennat. Ainsi, il reste énormément à faire, comme le président lui-même le reconnaît : 90 % des actifs exercent dans des conditions pénalisant leur productivité, 6 % travaillent dans l'administration et 2 % seulement sont employés dans le secteur formel. Avec 400 000 bacheliers ou diplômés qui arrivent sur le marché de l'emploi chaque année, l'attente pressante est bien de leur trouver du travail. Dans un autre registre, l'est du pays représente aussi un véritable talon d'Achille national. Certes, les mutins du

M23 occupent une partie d'un seul « territoire », celui de Rutshuru, dans l'est du Nord-Kivu, sur 145 autres. Cependant, en dépit de tous les accords de paix, cette partie du pays demeure fragilisée par l'affairisme, les groupes armés, le déplacement forcé des populations, les viols, etc. D'un côté, cette crise s'explique par les interférences politico-militaires et économiques permanentes de voisins lancés dans une entreprise de déstabilisation dans l'Est. De l'autre, il y a le chantier de l'armée. Si le modèle international de résolution du conflit par l'intégration des rebelles et milices dans la force militaire nationale a échoué, la gouvernance des forces de défense et de sécurité pose aussi question, en particulier le recrutement, la formation, la rémunération et l'éthique de ses membres ou leurs relations avec les civils. Les Congolais attendent de leur commandant suprême un plan de sortie du borbier.

### STRATÈGE POLITIQUE

Sa force est tranquille et discrète. Son style très différent de celui de ses prédécesseurs tout en appareil, frasques ou discours fleuves. Il a instauré une rupture privilégiant l'action par rapport au discours. Stratège politique (sinon il ne serait pas resté onze ans au pouvoir), il a su préserver les alliances, notamment la coalition de l'AMP, qui l'a fait gagner dans les provinces occidentales. Même si ensuite celle-ci s'est révélée tempétueuse ou a été accusée d'immobilisme. Il a enfin exploité la faiblesse d'une opposition incapable de présenter une candidature commune dans un scrutin à tour unique. Il joue sur leur crainte des neuf États voisins de voir un dirigeant inconnu à Kinshasa et se positionne comme le seul gage de la stabilité politique dans cette région instable des Grands Lacs. Ce qui explique d'ailleurs son avantage diplomatique sur les mutins du M23 et sur le Rwanda.

### DÉMOCRATIE ET FRANCOPHONIE

Quelle distance parcourue ! Deux élections présidentielles à son actif, marquées par relativement peu de violence compte tenu de la taille du pays, c'est certes court pour tirer des conclusions dans un sens comme dans l'autre. Mais avoir décidé de les organiser tient du courage politique. Il est désormais acquis que les politiciens devront compter avec une population exigeante. Certes, le processus électoral reste à parfaire. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a fait son autocritique et Joseph Kabila s'est déclaré ouvert à la réformer. Mais la démocratie, c'est plus que les élections ! C'est aussi la façon dont le pouvoir assure les libertés et les droits. Si la presse et les médias privés, par leur nombre ou leur ton très critique vis-à-vis du régime, attestent beaucoup de leur indépendance, des points sombres demeurent : les intimidations contre des journalistes, les rapports difficiles avec l'Église catholique, en particulier avec l'archevêque de Kinshasa depuis la révision de la Constitution et les élections, le refus du chef de l'État de l'élargissement de l'amnistie aux prisonniers accusés de l'assassinat jamais élucidé de son père et incarcérés à Makala, la mort du militant des droits de l'homme Floribert Chebeya et le procès de ses

## IL A PRESQUE RÉUSSI LE DOUBLE PARI D'EN FINIR AVEC LA GUERRE EN RÉUNIFIANT LE PAYS. UN LONG CHEMIN A ÉTÉ PARCOURU.

tueurs présumés... Cette dernière « affaire », qui s'est invitée au sommet de la Francophonie qui se tient à Kinshasa du 12 au 14 octobre, symbolise le chemin à parcourir. Cet événement permettra-t-il d'apaiser la frustration des hommes d'affaires français et belges dans une RD Congo qu'ils n'arrivent pas à pénétrer ? L'ancien chef de l'État français Nicolas Sarkozy, lors de sa visite éclair en 2009, avait échoué à ouvrir la porte aux grands groupes. Hormis Orange-France Télécom, les autres (Areva, Lafarge, Vinci...) sont toujours devant un mur. La faute, semble-t-il, à Augustin Katumba, qui leur aurait préféré les Chinois. Joseph Kabila est-il prêt à revoir ces alliances face à François Hollande ? Le milliardaire belge George Forrest, consul honoraire de France à Lubumbashi et empereur minier au Katanga, reste désespérément le seul avocat en charge du plaidoyer des hommes d'affaires français. La contrepartie ? Joseph Kabila et les Congolais attendent toujours de la Francophonie une contribution concrète pour assurer la stabilité dans l'Est et remédier aux problèmes d'emploi des jeunes.

### FAIBLESSES ET QUALITÉS

Discret en privé et sur les dossiers du pays, on le dit patient, à l'écoute et déterminé. Il a appris les français et le lingala. Lorsqu'il évoque ses réalisations, il les qualifie de « petits changements ». On reconnaît d'ailleurs qu'il a le triomphe modeste et lucide. Également qu'il tient la parole donnée, comme a pu le montrer l'accord passé avec le Parti lumumbiste unifié (Palu) de l'ancien Premier ministre Antoine Gizenga. L'ambassadeur Antoine Ghonda, un de ses proches collaborateurs, lui reconnaît la finesse et la douceur nécessaires pour « porter des œufs qu'il faut éviter de casser ». Pour certains, sa discrétion masquerait une agoraphobie et une réelle difficulté à communiquer avec son peuple. Pour d'autres, ce sont des qualités utiles pour faire face et relever les défis du pays. La preuve : il a su mener à la même table de négociation des chefs rebelles hostiles les uns aux autres.

En revanche, il serait trop enclin à se replier sur le Maniema, province d'origine de sa mère, Maman Sifa, et qui fournit le plus grand nombre de ministres. Quant à la stagnation de la situation du Kivu, elle serait liée, selon un observateur, au fait qu'il ne tape pas du poing sur la table en raison de ses difficultés à définir une relation claire face à

Kigali. Ce qui lui fait courir le risque d'accusations récurrentes de complicité avec le régime rwandais.

### SA TRACE DANS L'HISTOIRE

Il a accédé au pouvoir au même âge qu'avaient certaines jeunes élites africaines des indépendances, dans des circonstances qui n'étaient pas le meilleur des cadeaux politiques. L'avoir fait, avoir su durer et, surtout, avoir restauré l'unité du pays et réuni les belligérants reste le principal mérite de Joseph Kabila dans l'histoire de ce pays. Car de nombreux scénarios d'experts avaient prédit la disparition du Zaïre-RD Congo qu'ils voyaient se transformer en micro-États au gré des enjeux miniers. Sa mission consistant à restaurer cette unité a été facilitée par la volonté des populations de ne lâcher aucun bout du territoire. Également à son actif : la plus longue période de stabilité macroéconomique depuis l'indépendance de la RD Congo. La réalisation des dossiers en attente – Inga, pont Kinshasa-Brazzaville, chemin de fer Lubumbashi-Benguela ou port en eau profonde de Banana – le hisserait au rang de bâtisseur et inscrirait son action dans une dimension historique unique dans le processus d'intégration africaine.

### SON DESTIN

Ce n'est pas l'étendue du pays qui pose problème, mais plutôt l'enracinement de la mal-gouvernance, la gabegie, l'impunité, l'incurie... et ce, depuis des décennies. Comment Joseph Kabila peut-il agir ? Les infrastructures routières sont un outil indispensable d'aménagement du territoire. Mais la RD Congo nécessite en même temps une révolution de mentalités si elle veut bannir la corruption et l'impunité, apprendre l'amour du pays, décider de son destin économique, social, politique, etc. Il faut donc recréer un État qui en réalité n'a jamais existé, sinon sous forme de fiction du mobutisme. Mais sous quel modèle le plus approprié : fédéralisme, provincialisme à la canadienne, centralisme actuel ? Et avec quels outils conceptuels, quels « partenaires » réellement prêts à laisser le pays prendre son envol ? La réponse revient à tous, aux amis de la nation, mais d'abord aux Congolais. La mal-gouvernance a transformé le pays en supermarché sans vigile et sans caisse, à la merci des prédateurs ou des mafias qui prospèrent dans le laxisme. Allez savoir pourquoi les archives d'état civil ont été détruites dans le Kivu et qu'il a été impossible d'y effectuer le dernier recensement de la population en 1985-1986... alors qu'il s'agit là des outils de base d'administration d'un État. Cela montre l'ampleur de



Ci-dessus, le défilé des troupes lors de la cérémonie d'investiture du 20 décembre 2011. Ci-dessous, un des membres du Mouvement rebelle du 23 mars (M23).



la tâche. À commencer par l'idée que la RD Congo doit être le maître de son propre destin. Il faut aussi construire une administration depuis la base jusqu'au sommet, faire en sorte que le service rendu par l'État le soit dans la brousse ou dans les villes, tout en intégrant les vraies menaces internes telles que la démographie, la sécurité alimentaire, le chômage des jeunes, la pauvreté de masse, les violences urbaines, le décrochage du monde rural... Le rôle de Joseph Kabila consiste à lancer ce processus de normalisation et de stabilisation de la nation tout en évitant les pièges du pouvoir permanent qu'on observe régulièrement sur le continent, sachant qu'un autre président lui succédera pour continuer le processus. Il sait que le leadership et la survie de ce pays sont entre ses mains. Maintenant. ■

*\*Chercheur associé à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI, Paris)*